

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 88/05

AMR 23/010/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

COLOMBIE **Alvaro Guisao Usuga (h)**
ainsi que les membres de sa famille

Londres, le 15 avril 2005

Alvaro Guisao Usuga, neveu d'Angel Quintero, un défenseur des droits humains qui a « disparu » en 2000, a été victime d'une agression. Sa famille et lui ont également été la cible de menaces de mort. Amnesty International pense que les vies de ces personnes sont en grand danger.

Le 7 avril, à 6 heures du matin, alors qu'Alvaro Guisao Usuga se rendait au travail à moto, deux motocyclistes encagoulés l'auraient contraint à s'arrêter sur le bord de la route, près d'un croisement de Medellín (département d'Antioquia). Les hommes l'auraient ensuite frappé à coup de revolver dans le dos. L'un d'eux a sauté sur sa moto et l'a sommé de continuer à rouler, mais Alvaro Guisao Usuga a réussi à descendre et s'est enfui en courant. Les deux hommes ont pris la fuite avec sa moto. Alvaro Guisao Usuga a signalé cette attaque à la police.

Le 8 avril, à 20 h 30, dans une rue de Medellín, il a été abordé par un garçon, qui lui a remis une enveloppe cachetée portant le logo d'une entreprise de pompes funèbres. À l'intérieur se trouvait une lettre de menaces anonyme indiquant que tous les membres de sa famille allaient « disparaître » et être tués, de la même façon que ses oncles. Le message précisait en outre que ses proches étaient sous surveillance et contenait le numéro de téléphone d'une entreprise locale de pompes funèbres.

Alvaro Guisao Usuga est le neveu d'Angel Quintero, défenseur des droits humains et membre de l'*Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos* (ASFADDES, Association de parents de prisonniers « disparus »). Angel Quintero et Claudia Monsalve, elle aussi militante de cette association, ont été enlevés à Medellín le 6 octobre 2000 par des hommes armés non identifiés (voir l'AU 259/00, AMR 23/064/00 du 30 août 2000 et ses mises à jour, AMR 23/081/00 du 9 octobre 2000 et AMR 23/097/00 du 27 novembre 2000). On ignore toujours où ils se trouvent à ce jour. Avant de « disparaître », Angel Quintero était constamment menacé et harcelé en raison de ses activités au sein de l'ASFADDES, concernant la « disparition » de trois membres de la famille de son épouse, en août 2000, et d'autres proches de cette dernière « disparus » auparavant. Depuis 1995, sept membres de cette famille ont « disparu » et deux ont été tués, leur mort étant imputable, semble-t-il, à des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée.

INFORMATIONS GENERALES

En Colombie, il arrive souvent que les personnes qui s'efforcent d'obtenir justice pour les victimes de violations des droits humains commises par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires soient elles-mêmes la cible de graves atteintes. Un grand nombre de défenseurs des droits fondamentaux, notamment des membres de l'*Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos* (ASFADDES, Association de parents de prisonniers « disparus »), et de témoins de violations de ces droits ont « disparu », d'autres ont été tués ou menacés de mort par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires, qui entendent préserver l'impunité dont ils jouissent pour les crimes qu'ils ont commis. Parfois, les proches des victimes de telles atteintes sont eux aussi menacés, enlevés ou tués.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous inquiet pour la sécurité d'Alvaro Guisao Usuga et des membres de sa famille, après l'agression dont cet homme a été victime et les menaces de mort dirigées contre lui et ses proches ;

– exhortez les autorités colombiennes à prendre immédiatement toutes les mesures jugées appropriées par les personnes menacées en vue de garantir leur sécurité ;

– demandez instamment que soit menée une enquête approfondie et impartiale sur les menaces proférées contre Alvaro Guisao Usuga, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-2
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe*, / Monsieur le
Président de la République,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Sr. Sabas Pretelt de la Vega,
Ministro del Interior y de Justicia
Ministerio del Interior
Av. Jiménez No 8-89

Bogotá,
Colombie

Fax : +57 1 560 4630

Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire]:

Dr. Luis Camilo Osorio
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message en espagnol vous invitera à composer le 2017)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Osorio*, / Monsieur,

COPIES À :

Defensor del Pueblo (médiateur) :

Sr. Volmar Antonio Pérez Ortiz
Defensor del Pueblo
Defensoría del Pueblo,
Calle 55, No. 10-32/46 oficina 301,
Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 MAI 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*